

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	03.04.2023	2023-438	3.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

TD/JS

**SEANCE N° 17 DU 03 AVRIL 2023**  
17 questions, numérotées de 2023-436 à 2023-452

### DELIBERATION

### STATIONNEMENT PAYANT DROIT D'OPPOSITION DEROGATION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire,

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

**Adjoint** : Lori HELLOCO, Gaëlle PIOLINE, Subay SAHIN, Leïla HARDY, Jacques DUPERRON, Angela PRESSE, Bruno ASSELOT, Dominique ARMAND, Jean-Pierre HUREL

**Conseillers** : Nesrin YANAR, Yvette LERICHOMME, Laurent JUMELINE, Sophie RENAUDIN, Omar AYAD, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Jérémy PREVOST, Marème N'DIAYE, Chantal MARCHAND, Noël DJEZAIRI, Lucienne VINCENT, Gérard SAMOYEAU, Isabelle GILBERT, Richard RIHOUEY, Inès CHATE, Jean-François BRISSET, Tôm NGUYEN, Sylvie DUFOUR, Stéphane BENIS, Emmanuelle BERGOT, Pascal CATHERINE, François LEPRINCE

Tous présents, à l'exception de :

**Procurations :**

Mandants	Mandataires	Questions
Marème N'DIAYE	Annick MOITRY	Ensemble de la séance
Noël DJEZAIRI	Yves GOASDOUE	
Emmanuelle BERGOT	Stéphane BENIS	
Tôm NGUYEN	Jean-François BRISSET	

**Absents** : Angela PRESSE, Omar AYAD et Thierry AUBIN (2023-436 à 2023-437), Inès CHATE et Sylvie DUFOUR (ensemble de la séance).

<b>EFFECTIF</b>
En exercice : 33
Quorum : 17

Questions	Présents	Votants
2023-436 à 2023-437	24	28
2023-438	27	30
2023-439 à 2023-451	27	31
2023-452	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
28.03.2023	18H45	Yvette LERICHOMME	19H50	04.04.2023	05.04.2023

## R A P P O R T

présenté par  
Jacques DUPERRON  
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 1 Vie Quotidienne – Voirie Etat Civil – Pièces d'Identité		16	21.03.2023	1	
CONSEIL	Séance	17	03.04.2023	N° d'ordre	N° délibération
				3	2023-438

OBJET	STATIONNEMENT PAYANT – DROIT D'OPPOSITION - DEROGATION
-------	--

DL/JS

Chers Collègues,

Par délibération 2017-518 du 2 octobre 2017, le Conseil Municipal a décidé de mettre en œuvre, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la réforme du stationnement payant instituée par l'article 63 de la loi du 27 janvier 2014 relative à la Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM).

Pour mémoire, cette réforme a modifié le régime juridique du stationnement payant. Celui-ci est désormais assimilé à une occupation du domaine public qui donne lieu au paiement d'une redevance et d'un Forfait Post Stationnement en cas de non-paiement ou de dépassement horaire. La grille tarifaire fixant les montants de la redevance et du FPS a été approuvée par le Conseil Municipal par délibérations 2017-519 du 2 octobre 2017 et 2018-640 du 9 avril 2018.

Cette réforme a conduit les Collectivités à adapter leurs bornes horodateurs pour permettre aux usagers de saisir la plaque d'immatriculation de leur véhicule afin de justifier le paiement de la redevance d'occupation du domaine public.

Dans sa note du 15 novembre 2022 au Gouvernement, le Conseil d'Etat a rappelé que la collecte de numéros d'immatriculation constitue une donnée à caractère personnel conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés (LIL) et du Règlement (UE 2016/679) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD). En ce sens, et comme l'a également relevé la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL), les usagers peuvent s'opposer au renseignement par leurs soins ou à la collecte du numéro d'immatriculation de leur véhicule

Le Conseil d'Etat précise toutefois que conformément à l'article 56 de la loi du 6 janvier 1978 et à l'article 23 du RGPD, le droit d'opposition des usagers ne s'applique pas lorsque son application « a été écartée par une disposition expresse de l'acte instaurant le traitement ». En l'espèce, le stationnement payant avec saisine du numéro d'immatriculation à l'horodateur ayant été instauré par les délibérations précitées, il appartient donc au Conseil Municipal de délibérer sur la non application du droit d'opposition. Cette dérogation doit être justifiée par un motif d'intérêt général et l'assemblée délibérante doit également préciser les modalités du traitement systématique du numéro d'immatriculation.

Le stationnement payant dans le centre-ville de Flers a été institué pour favoriser la fluidité de la circulation et la rotation du stationnement. Le respect de ces objectifs implique la réalisation de contrôles du stationnement payant par les agents de la police municipale ou de la surveillance de la voie publique. Afin d'être mené à bien et de garantir l'effectivité des recours, ces contrôles s'effectuent au regard de justificatifs de paiement qui requièrent la saisine préalable par les usagers du numéro d'immatriculation de leur véhicule. Cette collecte d'informations personnelles indispensables à la réalisation de contrôles destinés à vérifier le respect des objectifs précités constitue au titre de l'article 23 du RGPD un motif légitime pour écarter le droit d'opposition des usagers.

<b>COMMUNE  DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	03.04.2023	2023-438	3.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Par ailleurs, il convient également de préciser que les agents municipaux qui procèdent au contrôle du stationnement, enregistrent les numéros d'immatriculation des véhicules sur des supports informatiques. Les numéros d'immatriculation des véhicules dont les usagers n'ont pas réglé ou insuffisamment réglé leur redevance sont transmis via ces supports informatiques à l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) le jour même. Cette Agence est chargée de traiter l'absence ou l'insuffisance de paiement et d'adresser à l'utilisateur un avis de Forfait Post Stationnement (gestion confiée à l'ANTAI par convention approuvée par délibération 2017-520 du 2 octobre 2017 et prorogée par délibération 2020-103 du 7 décembre 2020). La transmission des informations à l'ANTAI par les agents en charge du contrôle du stationnement payant a pour conséquence de faire disparaître ces données personnelles des fichiers informatiques municipaux. Il en est de même pour les historiques des véhicules contrôlés par les agents

#### IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

**1 - D'INSTITUER** une dérogation au droit d'opposition des usagers au renseignement par leurs soins ou à la collecte du numéro d'immatriculation de leur véhicule pour les raisons exposées ci-dessus,

**2 - PRENDRE ACTE** des modalités du traitement du numéro d'immatriculation par les services municipaux et de leur transmission à l'ANTAI.

**ADOpte A LA MAJORITE** *Une ABSTENTION, celle de Pascal CATHERINE et Cinq votes CONTRE, ceux de Jean-François BRISSET, TâM N'GUYEN, Stéphane BENIS, Emmanuelle BERGOT, François LEPRINCE.*

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Yvette LERICHOMME

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20230403-2023-438-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/04/2023

Affichage : 05/04/2023